

Les Syndicats de journalistes en ordre de bataille pour l'indépendance de la presse

Une information malade c'est une démocratie en danger. Parcequ'une presse libre et pluraliste constitue un des piliers fondamentaux de la démocratie, les syndicats de journalistes ont décidé d'unir leurs forces pour défendre son indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs.

Depuis des mois, les syndicats dénoncent l'accumulation de faits alarmants qui représentent une menace fondamentale pour l'indépendance et le pluralisme de l'information en France. Dernier exemple emblématique, *Les Echos* et *la Tribune* sont transformés en enjeux d'une vaste partie de « Monopoly » entre les propriétaires des groupes de médias. Ces mêmes propriétaires affichent sans complexes leurs liens avec le pouvoir politique. Des émissions sont supprimées, des journalistes sont privés d'ondes ou de faisceaux hertziens sans que puisse être mis en cause leur travail : fournir une information indépendante de tous les pouvoirs quels qu'ils soient. D'autres sont soumis à des pressions plus ou moins subtiles pouvant aller jusqu'au chantage à l'emploi, dans un contexte de précarité galopante.

La liberté de la presse en danger

Rarement au cours des dernières décennies, la presse (écrite, audiovisuelle et multimédia) avait autant couru le risque de devenir le vecteur d'une pensée unique pourtant tant décriée par ceux-là mêmes qui nous gouvernent. Le statut collectif des journalistes, indispensable garant de leur indépendance, est fragilisé par une réécriture du code du travail pourtant annoncée comme devant être menée « à droit constant ». Instaurée en France par la loi du 29 juillet 1881, découlant des libertés d'expression et d'opinion inscrites dans notre Constitution, consacrée par la Cour européenne des droits de l'homme, la liberté de la presse se trouve, sinon mise à mal, à tout le moins en grand danger de l'être. Alors que de profondes mutations, tant technologiques qu'économiques et sociales, sont en marche ou annoncées, plus que jamais la nécessité d'une presse indépendante et de qualité se fait ressentir pour éclairer nos citoyens sur les choix qui engagent l'avenir de la société. Plus que jamais les journalistes doivent pouvoir être en mesure d'offrir à leurs lecteurs une information libre et plurielle sans laquelle le fonctionnement démocratique d'une nation serait menacé.

Face à cette situation, et parce qu'ils sont statutairement et par vocation chargés de la défense des « intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels »¹ de leur profession, les syndicats de journalistes - SNJ, SNJ-CGT, SGJ-FO, SPC CFE-CGC, USJ-CFDT, CFTC - ont décidé d'unir leurs forces pour que soient réaffirmés et reconnus par la loi les principes qui président à l'exercice de ce métier. Ils interpellent les responsables politiques afin que soit garanti un cadre légal assurant le respect des règles déontologiques de leur profession, pour affranchir les journalistes de la contrainte du profit à n'importe quel prix, credo d'un système qui exige de fournir une information toujours plus aseptisée, et au final vide de tout sens critique. Ils militeront ensemble pour que les principes professionnels et éthiques deviennent juridiquement opposables, via le rattachement des chartes des droits et devoirs des journalistes à leur convention collective ; pour que l'indépendance des rédactions soit juridiquement reconnue et

¹ Article L 411-1 du code du travail

pour que l'intégralité de leur statut soit réinscrit dans la partie législative du Code du travail. Ce sont là les instruments juridiques indispensables pour garantir à la presse sa liberté et son indépendance.

Initiatives fortes

Sollicitée à plusieurs reprises pour un rendez-vous depuis la mi-mai, Christine Albanel, ministre de la culture et de la communication n'a toujours pas reçu les représentants des 38 000 journalistes pour faire un tour d'horizon de la situation. Publiquement, les syndicats de journalistes renouvellent leur demande d'une rencontre urgente.

Le citoyen (lecteur, auditeur, téléspectateur) a droit à des débats clairs et compréhensibles. Il a droit, pour se faire une opinion, comprendre et agir sur le monde qui l'entoure, à une information de qualité, vérifiée et mise en perspective. Une information libre et indépendante de tous les pouvoirs quels qu'ils soient, est la marque d'une démocratie qui se porte bien. Pour porter ces enjeux, les syndicats de journalistes lanceront des initiatives publiques d'envergure à l'automne à Paris et en régions.

SNJ, SNJ-CGT, SGJ-FO, SPC CFE-CGC, USJ-CFDT, CFTC